

---

## « e-Kremlin » : pouvoir et Internet en Russie

---



**Julien Nocetti**

*Avril 2011*

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

***Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.***

**Centre Russie/NEI**

**© Droits exclusivement réservés – Ifri – Paris, 2011**

**ISBN : 978-2-86592-852-1**

**IFRI**

27 RUE DE LA PROCESSION  
75740 PARIS CEDEX 15 – FRANCE  
TEL. : 33 (0)1 40 61 60 00  
FAX : 33 (0)1 40 61 60 60  
E-MAIL : [ifri@ifri.org](mailto:ifri@ifri.org)

**IFRI-Bruxelles**

RUE MARIE-THERESE, 21  
1000 BRUXELLES  
TEL. : 32(2) 238 51 10  
FAX : 32 (2) 238 51 15  
E-MAIL : [info.eurifri@ifri.org](mailto:info.eurifri@ifri.org)

SITE INTERNET : [www.ifri.org](http://www.ifri.org)

*Russie.Nei.Visions* est une collection numérique consacrée à la Russie et aux nouveaux États indépendants (Biélorussie, Ukraine, Moldavie, Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Tadjikistan et Kirghizstan). Rédigés par des experts reconnus, ces articles *policy oriented* abordent aussi bien les questions stratégiques et politiques qu'économiques.

Cette collection respecte les normes de qualité de l'Ifri (évaluation par des pairs et suivi éditorial).

Si vous souhaitez être informé des parutions par courrier électronique, vous pouvez écrire à l'adresse suivante : [info.russie.nei@ifri.org](mailto:info.russie.nei@ifri.org)

### ***Derniers numéros***

- A. Ledeneva, S. Shekshnia, « **Le milieu des affaires en Russie : pratiques informelles et stratégies anti-corruption** », *Russie.Nei.Visions*, n° 58, mars 2011 ;
- I. Dezhina, « **Développement de la R&D dans les universités russes** », *Russie.Nei.Visions*, n° 57, février 2011;
- O. Bagno, Z. Magen, « **Les partis politiques russophones en Israël : quelle capacité de lobbying ?** », *Russie.Nei.Visions*, n° 56, décembre 2010.

Retrouvez la bibliothèque de la collection *Russie.Nei.Visions* en ligne via *Pearltrees* <<http://www.pearltrees.com/ifri.russie.nei/589342/>>.

## Auteur

---

Julien Nocetti est chercheur associé à l'Ifri depuis septembre 2009. Diplômé en relations internationales et en géopolitique de l'espace postsoviétique, il consacre ses recherches à la politique de la Russie au Moyen-Orient et à la politisation du Web. Il a publié « Le Kremlin à La Mecque : le pèlerinage saoudien de la diplomatie russe » en juin 2010 dans la collection *Russie.Nei.Visions* (n° 52), et « La diplomatie d'Obama à l'épreuve du Web 2.0 » dans *Politique étrangère* en mars 2011 (n° 1).

# Sommaire

---

<b>RESUME</b> .....	<b>4</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>5</b>
<b>RECREER L'ÉTAT SUR LE WEB</b> .....	<b>7</b>
<b>Démocratiser le numérique</b> .....	<b>7</b>
<b>Implication du politique</b> .....	<b>9</b>
<i>Les hommes politiques investissent le Web</i> .....	<i>9</i>
<i>Dmitri Medvedev, un président connecté</i> .....	<i>11</i>
<b>« Imaginaire collectif 2.0 »</b> .....	<b>13</b>
<b>REGULER LE RUNET</b> .....	<b>15</b>
<b>« Russifier » le Web</b> .....	<b>15</b>
<b>Les voies de contrôle du Web</b> .....	<b>18</b>
<i>État-blogueur</i> .....	<i>18</i>
<i>Arsenal juridique</i> .....	<i>19</i>
<i>Offensive sur les firmes populaires du Web</i> .....	<i>20</i>
<b>La Russie, laboratoire du contrôle d'Internet ?</b> .....	<b>22</b>
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>24</b>

## Résumé

---

En essor constant depuis une décennie, le Web russe fait l'objet d'une attention soutenue du Kremlin. Le numérique crée un défi de gouvernance et de légitimité politique que le président Medvedev a su anticiper. Dans un mouvement d'indépendance technologique vis-à-vis des grands acteurs des technologies de l'information (majoritairement américains), le pouvoir russe cherche à fragmenter le Web pour en extraire la composante russe, facilitant la mise en place d'une régulation subtile de l'État. Cette « russification » du Web associe étroitement le secteur privé aux initiatives de l'État ; elle sera à observer de près à l'approche des élections présidentielles de 2012.

## Introduction

---

L'une des particularités de la présidence Medvedev est la tendance croissante des citoyens russes à exprimer leurs griefs sur le Web. Des policiers désabusés par la corruption aux automobilistes en colère contre le comportement routier des officiels, nombreux sont ceux qui ont diffusé vidéos et messages au président. Dans le même temps, D. Medvedev s'est fait le porte-drapeau des nouvelles technologies, postant régulièrement des vidéos sur son blog, utilisant *Twitter* et militant pour une plus large participation démocratique au moyen de l'outil numérique. Le potentiel politique croissant de la blogosphère<sup>1</sup> a conduit le gouvernement à s'adapter aux nouvelles réalités numériques. Alors que le gouvernement verrouille l'espace médiatique traditionnel – surtout la télévision –, le Web apparaît au premier abord comme un espace intermédiaire ouvert<sup>2</sup>.

Depuis l'arrivée de Vladimir Poutine au Kremlin en 2000, le contrôle de l'État sur les médias audiovisuels et certains titres de la presse écrite est allé de pair avec une forte croissance de l'Internet russe (communément appelé RuNet). Entre 2000 et 2008, le RuNet – qui inclut aussi les pays de la CEI et la diaspora russophone de l'« étranger lointain », estimée à 27 millions de personnes –, a connu une croissance moyenne annuelle respectivement cinq et quinze fois plus élevée que le Moyen-Orient et l'Asie<sup>3</sup>. La Russie est aujourd'hui le plus grand utilisateur d'Internet en termes de pourcentage d'internautes dans le monde, devant la Corée du Sud<sup>4</sup>.

Alors que la croissance du Web procède d'une volonté des autorités russes de rattraper le retard technologique de la Russie sur l'Occident<sup>5</sup>, de nombreuses questions se posent quant à la nature de l'implication de l'État sur et dans la Toile. Multipliant les projets dans la sphère numérique, l'État russe est un « acteur proactif » du Web,

---

<sup>1</sup> Le sujet mériterait une étude à part entière.

<sup>2</sup> Dans son rapport de 2009 sur la liberté d'Internet, l'ONG <Freedom House> jugeait cependant le Web russe « partiellement libre » en raison d'obstacles à son accès, de contrôle sur ses contenus et de violations des droits des internautes.

<sup>3</sup> Miniwatts Marketing Group, « Internet World Statistics 2009 ».

<sup>4</sup> 38 millions de Russes sont connectés, soit un peu moins du quart de la population. Au 30 juin 2010, les cinq pays avec le plus grand nombre d'internautes étaient la Chine, les États-Unis, le Japon, l'Inde et le Brésil. Voir Miniwatts Marketing Group, « [Top 20 Countries with the Highest Number of Internet Users](#) ».

<sup>5</sup> A. Wilson, « Computer Gap: The Soviet Union's Missed Revolution and Its Implications for Russian Technology Policy », *Problems of Post-Communism*, vol. 56, n° 4, 2009, p. 49.

qui tente de modeler l'espace d'information national et de diffuser des messages politiques qui lui sont favorables, tout en concentrant les actifs des firmes russes du Net entre les mains d'entrepreneurs proches du Kremlin.

L'investissement substantiel du Web par les autorités russes, alors que la Toile a donné naissance à une véritable « culture Web » en Russie se différenciant d'autres régimes autoritaires ou semi-autoritaires, s'accompagne d'un usage du numérique encouragé par une partie de l'élite. Il s'agit non seulement de rendre Internet plus accessible aux citoyens, mais aussi de donner la priorité à un segment particulier du Net dans le but de créer un « Web souverain ». Le modèle de contrôle russe de l'Internet qui émerge reconnaît la difficulté de mettre en pratique un contrôle direct sur les flux d'information, tel qu'il est pratiqué en Chine, tant pour des raisons d'image que de rentabilité économique. Il vise plutôt à *recréer l'État* sur le Web et à encourager les internautes à rester dans ce cadre.

# Recréer l'État sur le Web

---

Internet place l'exécutif russe devant un double défi de gouvernance et de légitimité politique.

En premier lieu, l'étendue du territoire russe constitue un défi au maintien d'une identité nationale. Disposer d'un réseau qui connecte l'ensemble des citoyens est primordial contre une fragmentation du pays. La télévision jouait ce rôle de « connecteur », mais son impact est en net déclin, surtout auprès des jeunes générations<sup>6</sup>. Dans la pratique, le Kremlin adapte son modèle de gouvernance aux nouvelles réalités numériques en démocratisant leur accès.

En deuxième lieu, le Kremlin s'attache à renforcer l'interaction gouvernants-gouvernés sur le Web. Il s'agit d'introduire de l'*horizontalité* dans la « verticale du pouvoir » par l'introduction des hommes politiques sur le Net. Pour le président Medvedev, inclure les politiques dans le *jeu* numérique sert à renforcer la légitimité du système politique russe.

## ***Démocratiser le numérique***

Adapter la gouvernance du pays aux opportunités créées par le développement des technologies numériques est l'une des mesures-phares de la présidence Medvedev<sup>7</sup>. Pour le pouvoir russe, Internet doit jouer le rôle de maillon entre les citoyens et entre l'État et les citoyens, en plus de contribuer à la modernisation économique pour rendre la Russie moins dépendante des ressources énergétiques.

Avant tout, l'État cherche à connecter le maximum de citoyens à Internet par le développement des infrastructures numériques. Depuis 2009, le gouvernement a lancé plusieurs initiatives visant à réduire la « fracture numérique », qui désigne la disparité d'accès aux technologies informatiques, en particulier Internet (régulation des

---

<sup>6</sup> « Internet prodolzhaet narašivat' auditoriû v protivopoložnost' rossijskomu TV » [Internet continue d'accroître son audience à l'opposé de la TV], sondage Rumatika, novembre 2010.

<sup>7</sup> « Speech at Joint Session of the State Council and the Council for the Development of the Information Society », <Kremlin.ru>, 23 décembre 2009.

tarifs, augmentation du débit, etc.). La fracture numérique est particulièrement visible dans l'Extrême-Orient russe : le taux de pénétration d'Internet n'y est que de 21 %, alors que 52 % des moscovites disposent d'un accès au Net<sup>8</sup>. Plus globalement, un fossé numérique substantiel s'observe entre les grandes villes et les régions où il y a peu d'infrastructures et où les salaires sont faibles (Caucase du Nord, Grand Nord et Extrême-Orient). À l'inverse, les régions les mieux équipées sont celles accueillant des universités performantes et qui sont reliées au réseau de chemin de fer (Oural, Volga)<sup>9</sup>. Tant la vitesse de connexion que les politiques tarifaires des opérateurs sont critiquées : par exemple, la vitesse moyenne de connexion est environ 17 fois supérieure et les prix d'accès au Web cinq fois moins élevés à Moscou et Saint-Pétersbourg que dans les grandes villes de province.

En conséquence de ces disparités, les autorités russes ont initié une régulation des prix d'Internet. Deux initiatives ont été proposées en 2010 : un projet d'« Internet social » suggéré par le ministère de la Communication et des Technologies de l'information (MCTI) et l'opérateur télécom public Svyazinvest, où l'accès au Net pour les plus modestes serait directement subventionné par l'État ; un projet de « Connexion sociale », un *lot* comprenant un accès à des stations de radios, des chaînes de télévision publiques et un accès au Net limité à des sites « socialement importants », soutenu par l'administration présidentielle et le réseau de radiodiffusion de la ville de Moscou<sup>10</sup>. Il semble toutefois que ces initiatives fourniront un accès limité à un segment spécifique d'Internet, basé en Russie. En outre, les déclarations officielles laissent entendre que ces projets sont conçus pour permettre la réussite du développement de l'« administration électronique »<sup>11</sup>, censée créer un lien direct entre l'État et le citoyen<sup>12</sup>.

Tendance à l'œuvre dans la plupart des pays, l'administration électronique (*e-government*) russe se singularise par son manque de transparence et de lien de confiance entre l'État et les citoyens<sup>13</sup>.

---

<sup>8</sup> G. Asmolov, « Authorities to Eliminate Digital Divide in 2010 », <Global Voices>, 7 mars 2010.

<sup>9</sup> A. Sidorenko, « Nanesenie na kartu cen na šrokopolosnoj Internet » [Cartographie des prix de l'Internet à haut débit], <Global Voices>, 16 mars 2010.

<sup>10</sup> Le projet de « Connexion sociale », auquel 30 % de la population aura accès d'ici 2015, a été approuvé par D. Medvedev et sera mis en place dans 39 grandes villes de Russie. Son budget avoisine 2 milliards de dollars. G. Asmolov, « Flaws and Pitfalls of the Subsidized "Social" Internet Plan », <Global Voices>, 21 juin 2010.

<sup>11</sup> L'administration électronique (*e-government*) désigne l'utilisation des TIC par les administrations publiques visant à rendre les services publics plus accessibles à leurs usagers et à améliorer leur fonctionnement interne.

<sup>12</sup> Programme fédéral « Russie électronique 2002-2010 », porté par le ministère de la Communication et des Technologies de l'information.

<sup>13</sup> G. Tumanov, R. Faliâhov, « Elekronaâ Rossiâ offline » [Russie électronique hors ligne], <Gazeta.ru>, 1<sup>er</sup> mars 2010. Les observateurs font état de fortes résistances bureaucratiques et d'un manque de coordination et de communication de la part du

L'ONU, dans son étude annuelle sur le niveau de développement de l'e-gouvernance, classe la Russie au 59<sup>ème</sup> rang en 2010, entre l'Arabie saoudite et le Monténégro<sup>14</sup>. Ces performances, quasi-inchangées depuis 2008, ont suscité l'ire de D. Medvedev lors d'une réunion du Conseil présidentiel pour le développement de la société de l'information en 2009<sup>15</sup>. Le gouvernement a également annoncé sa volonté de fournir à chaque citoyen russe un compte mail unique pour simplifier les démarches en ligne<sup>16</sup>. Les analystes russes s'interrogent sur cette initiative, encore à l'état de projet, en soulignant les risques sur le respect de la vie privée que comporterait une adresse mail incluse dans les documents officiels de chaque citoyen<sup>17</sup>.

Cet effort de démocratisation s'accompagne d'une insertion de la présidence et de la classe politique dans la sphère numérique.

## **Implication du politique**

La stratégie du président Medvedev consiste à intégrer les technologies numériques au fonctionnement politique pour accroître la *légitimité* perçue du système politique russe. Sa personnalité technophile constitue un atout dans la mise en œuvre de ces initiatives.

### **Les hommes politiques investissent le Web**

L'investissement du Web par les hommes politiques russes est censée créer un sentiment de proximité entre la classe politique et des citoyens largement apolitiques, rendant plus étroite la connexion entre les habitants des régions et le pouvoir central. La visibilité des politiciens sur le Web est très récente et prend son origine dans l'avertissement lancé par le président en décembre 2009 aux membres du gouvernement : les hommes politiques qui ne seront pas présents sur le Web ne pourront pas accéder aux responsabilités. Le Kremlin veut inciter en particulier les gouverneurs des régions à créer

---

gouvernement. P. Baigarova, « "Electronic Russia": Reality or (Empty) Promises? », <*Digital Icons*>, n° 3, 2010.

<sup>14</sup> *United Nations E-Government Survey 2010*, 2010, p. 148.

<sup>15</sup> Le président a déclaré que « [l'administration électronique] n'est qu'une chimère ». Lire « Opening Remarks at a Meeting of the Presidential Council for the Development of the Information Society in Russia », <*Kremlin.ru*>, 12 février 2009.

<sup>16</sup> « Elektronnuû počtu sdelaût identifikacionnym priznakom » [L'e-mail servira de signe d'identification], <*CNews.ru*>, 9 février 2010.

<sup>17</sup> A. Smolin, « Kogda e-mail budut vydavat' kak pasporta? » [Quand l'e-mail sera-t-il délivré comme un passeport?], <*RIA Novosti*>, 12 février 2010. Ce type de démarches s'observe dans d'autres pays, comme la Turquie et l'Iran. Voir E. Morozov, *The Net Delusion: The Dark Side of Internet Freedom*, New York, Public Affairs, 2011, p. 237.

leur propre blog et à faire usage des outils du Web 2.0 (blogs, micro-blogs, réseaux sociaux)<sup>18</sup>. S'il s'agit officiellement de rapprocher gouvernants et gouvernés, cette initiative est à analyser sous trois angles.

Tout d'abord, l'administration présidentielle s'inquiète de la perte de confiance dans les médias officiels observée dans les régions<sup>19</sup>. Ensuite, Moscou veut promouvoir l'expansion de l'accès au haut débit en dehors de la capitale. Si les leaders régionaux se rendent sur la Toile, la population suivra le mouvement au bénéfice des fournisseurs privés d'accès à Internet. Enfin, comme le président l'a suggéré, promouvoir le Web est l'un des aspects de la modernisation du système politique, qui rejaillira sur la « bonne gouvernance ».

On observe ainsi une ruée des hauts responsables russes (ministres, sénateurs, députés, gouverneurs) sur les blogs sur *Live Journal* et autres plates-formes de réseaux sociaux comme *Twitter*, *Facebook* ou *YouTube*. Ce nouveau penchant pour le Web est le plus souvent intéressé : les gouverneurs veulent surtout exprimer leur loyauté à l'égard du Kremlin, à laquelle se greffe une tradition de mimétisme profondément ancrée dans le comportement des hommes politiques russes<sup>20</sup>. Le problème est que peu de dirigeants écrivent eux-mêmes leur blog, préférant se tourner vers des agences de communication, qui y voient un marché à conquérir<sup>21</sup>. Le gouverneur de la région de Kirov, Nikita Belykh, a ainsi publié sur son blog (qu'il rédige lui-même) l'offre qu'il a reçue de la part d'une société de communication pour développer et gérer son blog<sup>22</sup>. Par ailleurs, outre l'audience encore très limitée des blogs de politiques, les analyses se portent sur les dérives auto-promotionnelles de l'utilisation qui sera faite de ces plates-formes, surtout en période électorale<sup>23</sup>. Pour le Kremlin, l'investissement du Web 2.0 par les politiques lui permet d'accroître la légitimité du système politique : les

<sup>18</sup> E. Bilevskaâ, « Online politika » [Politique virtuelle], <*Nezavisimââ Gazeta*>, 21 janvier 2010. Ces blogs sont encore relativement peu fréquentés, à l'exception notable de celui de Vladimir Jirinovski (président du Parti libéral-démocrate et vice-président de la Douma), suivi par près de 511 000 lecteurs en mars 2011. Voir « Reiting Blogov Runeta », <*Yandex.ru*>.

<sup>19</sup> *Idem*.

<sup>20</sup> F. Töpfl, « Blogging for the Sake of the President: the Online Diaries of Russian Governors », *Europe-Asia Studies*, à paraître. En mai 2010, 38 % des gouverneurs administraient un blog.

<sup>21</sup> G. Asmolov, « Kogda politiki idut v Internet » [Les hommes politiques investissent la blogosphère], <*Global Voices*>, 26 février 2010.

<sup>22</sup> Ainsi, la création d'un blog coûterait 5 500 dollars et la gestion, 3 000 dollars par an. La promotion du blog serait facturée 7 000 dollars par an. Les « activités promotionnelles » comprennent la rémunération d'autres blogueurs qui ont plus de 1 000 « amis » virtuels pour publier des informations sur le blog et les liens du blog sur diverses plates-formes. E. Miyazina, « Činovniki i blogosfera », <*Vedomosti*>, 3 décembre 2010. Par ailleurs, <*Vedomosti*> répertorie la présence des hommes politiques russes (gouverneurs, députés, sénateurs, ministres, etc.) sur les plates-formes du Web 2.0.

<sup>23</sup> S. Kononova, « Official Tweet », <*Russia Profile*>, 15 novembre 2010.

gouverneurs présenteront les *success stories* et seront à l'écoute de leurs citoyens. Ces derniers ne sont toutefois pas dupes d'une certaine forme de désinformation ; un nombre croissant de blogs « citoyens » a éclos depuis 2010. Parmi ceux-ci, citons ceux d'Alexeï Navalny, qui a créé [Rospil.info](http://Rospil.info), compilant des révélations sur des affaires de corruption impliquant les autorités, ou celui de Marina Litvinovitch – militante présente de longue date sur le Web –, qui a lancé [BestToday.ru](http://BestToday.ru), un agrégateur de blogs citoyens.

## Dmitri Medvedev, un président connecté

Contrairement à Vladimir Poutine, prudent avec la Toile<sup>24</sup>, Dmitri Medvedev montre une réelle appétence pour les nouvelles technologies de l'Internet, qu'il place au centre de la modernisation politique et de la diversification économique impulsées depuis son accession au pouvoir, au même titre que le projet de pôle technologique à Skolkovo<sup>25</sup>.

Le président aime à se donner l'image d'un *geek*, discutant des dernières nouveautés technologiques avec la presse<sup>26</sup> ou enjoignant des blogueurs influents à le suivre lors de déplacements en Russie<sup>27</sup>. Il tient un vidéo-blog accessible depuis le site officiel du Kremlin et sur la plate-forme *LiveJournal* depuis octobre 2008, et a ouvert un compte *Twitter*<sup>28</sup> (alimenté par son staff) depuis le siège de la firme en Californie, lors de son déplacement dans la Silicon Valley en juin 2010. À Davos, en janvier 2011, le président a plusieurs fois fait référence à son usage personnel quotidien du Web 2.0<sup>29</sup>. Il a été

---

<sup>24</sup> Le rapport de V. Poutine au Web est ambivalent. En décembre 1999, alors Premier ministre, il déclarait que les grandes puissances ne devraient plus être jugées à leur nombre de tanks, mais plutôt à leur capacité à créer et à utiliser les technologies avancées ; en outre, son accession au Kremlin a été permise en partie par un usage très étudié de l'outil télévisuel. Si l'ancien président concédait au magazine *<Time.com>* en 2007 « [qu'il] n'avait jamais utilisé les [nouvelles technologies comme] les e-mails », son entourage politique a mis le Web en avant lors de la campagne pour les élections législatives de 2007. Ses partisans ont créé un site, *<Zaputina.ru>*, où les internautes ont été encouragés à exprimer leur soutien au leader du Kremlin. Son nom reste néanmoins associé aux amendements aux lois sur l'extrémisme (2006, 2007), médiatisés en Occident sous le prisme d'une régression des libertés d'expression et de réunion.

<sup>25</sup> Remarquons que siègent plusieurs dirigeants de multinationales des TIC, comme Cisco et Nokia, au Fonds chargé de l'organisation de Skolkovo, présidé par l'oligarque Viktor Vekselberg.

<sup>26</sup> D. Muratov, « Deklaraciâ Medvedeva – 2009 » [La déclaration de Medvedev – 2009], *<Novaâ Gazeta>*, 15 avril 2009.

<sup>27</sup> Comme *<Anton Nossik>*, l'un des « gourous » du RuNet, et *<Roustem Adagamov>*, très populaire sur Live Journal. Voir A. Kornia, T. Dziadko, A. Golitsyna, « Prožit' čužim umom » [Vivre grâce à l'intelligence de quelqu'un d'autre], *<Vedomosti>*, 25 septembre 2009.

<sup>28</sup> Intitulé *MedvedevRussia* à la place de *KremlinRussia* depuis novembre 2010. Son compte Twitter totalisait 219 000 abonnés au 15 mars 2011, contre plus de 7 millions au président Obama.

<sup>29</sup> Son discours est disponible sur le site *<Kremlin.ru>*.

élu « meilleur blogueur de Russie 2011 » parmi les représentants de l'État en février 2011<sup>30</sup>.

D. Medvedev milite pour l'alphabétisation cybernétique et l'utilisation des blogs au sein de la fonction publique. Il ne manque pas d'affirmer qu'il utilise son journal en ligne comme source d'information sur ce qui se passe « sur le terrain ». Les exemples des réactions présidentielles à des événements qui ont agité la blogosphère russe sont connus : la collecte des signatures pour la libération de Svetlana Bakhmina (juriste de Yukos emprisonnée, elle a été libérée) ; l'ouverture du feu par le policier Evsioukov dans un supermarché (il a été relevé de ses fonctions et condamné à perpétuité) ; la mort en détention provisoire du juriste Sergueï Magnitski (de hauts responsables du système de l'exécution des peines ont été limogés).

D. Medvedev argue que dominer le Web confère un avantage politique indéniable<sup>31</sup>. Il a d'ailleurs fait publier son célèbre article « Russie, en avant ! » sur le site du journal en ligne *Gazeta.ru*. Son vidéo-blog permet en outre de réactualiser la diplomatie publique russe en esquissant les contours d'un *soft power* adapté à l'ère des réseaux. Ainsi, faisant écho à la dégradation des rapports russo-biélorusses, D. Medvedev y a posté en octobre 2010 une vidéo, dans laquelle il s'adresse aux Biélorusses. Il y critique vertement le président Loukachenko et la rhétorique antirusse en cours à Minsk<sup>32</sup>.

La posture « techno-compatible » du président est néanmoins fragile. Il est possible qu'il mette le Web en avant pour contourner un système politique qu'il ne contrôle pas totalement ou auquel il ne fait guère confiance. Ainsi, l'actuel ministre de la Communication et des Technologies de l'information (et président du conseil d'administration de Svyazinvest), Igor Shchegolev, est un proche de V. Poutine, dont il a dirigé le service du protocole au Kremlin entre 2001 et 2008. Son prédécesseur au gouvernement, Leonid Reiman (1999-2008), a connu une ascension parallèle à V. Poutine dans les années 1990 à Saint-Pétersbourg, où il dirigeait un opérateur téléphonique. Il a démissionné de son poste de conseiller du président en septembre 2010 ; il chapeautait à ce titre le Conseil présidentiel pour le développement de la société de l'information, qui impulse les principales initiatives étatiques d'« e-modernisation ».

---

<sup>30</sup> Le concours, <Blog RuNeta 2011>, était organisé par l'Agence fédérale pour la presse et les médias.

<sup>31</sup> Séance parlementaire avec les députés du parti Russie unie du 8 avril 2009, retranscrite sur le site <Kremlin.ru>.

<sup>32</sup> Vidéo disponible sur le site <Kremlin.ru>.

## « Imaginaire collectif 2.0 »

De manière plus profonde, le Net constitue un réel défi au maintien d'une identité nationale dans un pays multiethnique comme la Russie. À cet effet, les autorités russes cherchent à tracer les contours d'une « identité russe » sur le Web.

À cet égard, le parallèle avec les travaux du sociologue Benedict Anderson est évocateur. Il y théorise le concept d'« imaginaire collectif », à partir duquel il tire une définition de la nation : une « communauté politique imaginée », réunissant des gens qui ne se connaissent pas et ne se croiseront jamais mais qui éprouvent un fort sentiment d'appartenance à une communauté<sup>33</sup>. Selon lui, le développement de l'État-nation au XIX<sup>ème</sup> siècle a été favorisé par l'émergence de la presse écrite, qui a créé des « communautés de lecteurs ». Internet n'est pas seulement un espace de « lecture collective », mais aussi d'« interactions collectives ».

Ainsi, intensifier les activités numériques du gouvernement – en particulier les rapports gouvernants-gouvernés –, lier conversation avec les citoyens (en priorité les jeunes) autour de thématiques en lien avec l'agenda national et structurer le Web comme un *espace national* contribuent à inclure les Russes dans un imaginaire collectif. Sur l'avant-dernier point, le parti Russie unie tente de s'adapter à l'ère du « Web social » avec un certain succès en « nouant le dialogue » avec les blogueurs<sup>34</sup> et en organisant des sessions-débats avec des jeunes sur les questions numériques<sup>35</sup>.

En outre, avec l'aide de diverses communautés d'émigrés russophones, la « communauté imaginée » russe est projetée loin au-delà des frontières physiques de la Russie, ce qui sert le développement d'un « Russkiy Mir » – un *monde russe* virtuel. En effet, le RuNet rassemble tous les internautes qui écrivent en cyrillique et véhiculent la langue russe sur le Web : outre la Russie, d'importantes minorités russophones en Ukraine, en Biélorussie, en Arménie et en Israël « vivent » en ligne à travers le RuNet<sup>36</sup>. Dans

<sup>33</sup> B. Anderson, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Information*, Londres, Verso (rééd.), 1991.

<sup>34</sup> « Edinorossy razvivaût dialog s Internet-soobšestvom » [Edinaâ Rossiâ intensifie le dialogue avec la communauté Internet], <Edinaâ Rossiâ>, 30 novembre 2010.

<sup>35</sup> En octobre 2010, a été ainsi organisé un débat sur le thème « un dialogue inter-partis est-il possible dans la blogosphère ? ». Notons que le responsable des questions numériques au parti Russie unie est un sénateur de 28 ans, Ruslan Gattarov, ancien président du conseil politique de la « Jeune Garde » de Russie Unie. « V blogosfere nužno obšatsâ tak že, kak v offline » [Dialoguer dans la blogosphère comme hors ligne], <Edinaâ Rossiâ>, 20 octobre 2010.

<sup>36</sup> B. Etling, *et. al.* « Public Discourse in the Russian Blogosphere: Mapping RuNet Politics and Mobilization », Harvard University, Berkman Center for Internet & Society, octobre 2010, p. 42-44.

l'espace postsoviétique, une grande partie des sites officiels et des médias nationaux disposent également de versions en russe<sup>37</sup>. En 2010, le russe était la neuvième langue la plus utilisée sur le Web, au même niveau que le français<sup>38</sup>.

Démocratiser l'accès au Net et inciter les citoyens à se connecter n'est qu'une partie de la politique des dirigeants russes, qui « souverainisent » leur approche du Web.

---

<sup>37</sup> T. Kastouéva-Jean, « Soft power russe : discours, outils, impact », *Russie.Nei.Reports* n° 5, octobre 2010, p. 10.

<sup>38</sup> Source : <[Internet World Stats](#)>, 2010.

## Réguler le RuNet

---

Si le Web offre de nouvelles perspectives pour la gouvernance du pays, la nature de l'implication de l'État dans celui-ci reste ouverte. En association avec le secteur privé, le pouvoir multiplie les projets dans la sphère numérique pour tenter de modeler l'espace informationnel russophone, dont le potentiel politique balbutiant apparaît prometteur à l'approche des échéances électorales de 2011-2012. Il s'agit de fragmenter le Web pour en extraire la composante russe, facilitant la mise en place d'une régulation subtile de l'État, évitant un *hard control* sur la Toile tel qu'il est pratiqué en Chine.

### « Russifier » le Web

La « nationalisation » d'Internet n'est certes pas un débat nouveau, mais le cas russe est original à plusieurs égards, notamment parce qu'il superpose une série d'initiatives gouvernementales incitant les internautes russes à rester dans le cadre du cyberspace national, délimité par la langue. L'idée de créer un *moteur de recherche d'État* rentre dans cette grille de lecture. Révélé par le quotidien *RBK* en mars 2010, ce projet viserait à « répondre aux besoins de l'État » à savoir : « faciliter l'accès à des informations sécurisées » et « filtrer les sites qui affichent des contenus interdits »<sup>39</sup>. Le gouvernement serait prêt à y investir 100 millions de dollars, avec l'aide de partenaires privés, mais sans participation étrangère. Lors d'une séance avec les parlementaires de Russie en 2009, D. Medvedev a émis à ce sujet que « les investissements étrangers dans les moteurs de recherche et les réseaux sociaux sont inévitables, mais doivent faire l'objet d'un suivi. C'est une question de sécurité nationale »<sup>40</sup>.

Au-delà de la technologie, ce projet se positionne surtout sur le terrain politique. C'est lors de la guerre russo-géorgienne d'août 2008 que le MCTI aurait commencé à s'intéresser aux moteurs de recherche et aux agrégateurs d'informations, après avoir constaté que des articles défendant la Géorgie étaient aisément accessibles

---

<sup>39</sup> Voir E. Sergina, « Kremlândeks », <*RBK*>, 26 mars 2010. L'idée vient de Vladislav Surkov, chef adjoint de l'administration présidentielle et membre du conseil d'administration de Skolkovo.

<sup>40</sup> Compte rendu du 8 avril 2009 disponible sur <[Kremlin.ru](http://Kremlin.ru)>.

par les moteurs de recherche internationaux<sup>41</sup>. Se pose une autre question : Yandex, le moteur de recherche leader sur le RuNet, serait directement concurrencé par ce projet d'État. Comme en Chine, une firme nationale contrôle le marché russe de la recherche Internet<sup>42</sup>. Actuellement, le Kremlin perçoit Yandex comme l'une des sociétés russes les plus innovantes et surveille de près ses opérations : l'État détient notamment un droit de veto sur la vente de plus d'un quart des actions de l'entreprise. Clairement, l'État n'a aucun intérêt à « saborder » Yandex ; la véritable cible de cette nationalisation serait Google, qui apparaît chez un nombre croissant de dirigeants russes comme une extension du département d'État américain<sup>43</sup>. Cependant, la capacité du Kremlin à bâtir un concurrent crédible de Google reste limitée, sachant que la firme américaine dispose de ressources financières, technologiques et juridiques quasi-illimitées<sup>44</sup>. Enfin, certains experts soutiennent que le principal défi n'est pas de développer un moteur de recherche, mais plutôt de le rendre populaire et viable alors que les internautes russes peuvent déjà choisir entre Yandex, Google, Mail.ru et Rambler<sup>45</sup>.

Dans un même mouvement de « russification », le gouvernement envisage d'adopter l'*open source* – des logiciels libres – dans le cadre d'un vaste plan pour développer un système d'exploitation national destiné aux différentes institutions de l'État. En décembre 2010, un plan quadriennal (2011-2015) a été signé par V. Poutine, prévoyant une enveloppe budgétaire d'environ 3,5 millions d'euros pour le développement d'un système informatique basé sur le modèle Linux. Outre un souci d'économie, ce projet traduit la volonté des autorités russes de se distancier de Microsoft<sup>46</sup>. Dès l'annonce publique de la réalisation de ce projet, deux concurrents se sont manifestés pour obtenir le marché de l'*open source* en Russie : le conglomérat public spécialiste des hautes technologies Rostekhnologii, qui a acquis une minorité de blocage dans Alt Linux, qui distribue Linux en Russie ; et le fonds

---

<sup>41</sup> R. Badanin, *et. al.*, « Najdetsiâ ne vsë » [On n'y trouvera pas tout], <[Gazeta.ru](#)>, 14 juillet 2010.

<sup>42</sup> En juin 2010, Yandex détenait près de 65 % de parts de marché en Russie, contre 22 % pour Google. Source : <[LiveInternet.ru](#)>. Par ailleurs, selon comScore, Yandex était en 2009 le moteur de recherche qui a connu la plus forte croissance dans le monde, et figurait au 7<sup>ème</sup> rang mondial en termes de nombre de requêtes. Yandex est l'un des trois seuls portails non anglophones à figurer dans le top-10 mondial, devancé par Baidu (Chine) et NHK (Corée du Sud).

<sup>43</sup> E. Morozov, « Is Russia Google's Next Weak Spot? », *Foreign Policy*, 26 mars 2010.

<sup>44</sup> Entretien de l'auteur avec un blogueur russe, novembre 2010.

<sup>45</sup> Ces moteurs de recherche comptabilisaient respectivement pour 64,6 %, 22 %, 7,3 % et 2,5 % des requêtes en Russie en juin 2010 (données <[LiveInternet.ru](#)>). Lire A. Amzin, « Gosudarstvo po zaprosu » [L'État sur requête], <[Lenta.ru](#)>, 27 mars 2010.

<sup>46</sup> Il est estimé qu'actuellement l'équipement informatique représente une dépense de 12 milliards de dollars par an en Russie, avec 1 milliard pour le paiement des licences. Lire A. Malahov, E. Kiseleva, V. Lavickij, « Programmisty-maksimum » [Le must des informaticiens], *Kommersant*, 8 juillet 2010.

d'investissement NGI, qui a acheté, sous la supervision de Leonid Reiman en juillet 2010, une participation minoritaire dans le développeur français de logiciels libres Mandriva.

Une autre initiative gouvernementale contribue à russifier le RuNet : l'obtention d'un nom de domaine en cyrillique (.рф) auprès de l'ICANN en 2009 permet aux autorités russes d'ébaucher un cloisonnement de la « russo-sphère virtuelle »<sup>47</sup>. S'il est encore prématuré d'analyser les implications politiques de ce nom de domaine – dont le développement reste pour l'heure limité aux sites officiels –, l'événement a suscité un fort écho au sein de la blogosphère, certains activistes parlant de « cyber ghettoïsation » du Web russe<sup>48</sup>.

L'idée de créer un moteur de recherche d'État et le lancement d'un domaine en cyrillique façonnent l'espace informationnel et encouragent les internautes russes à rester dans le cadre du Web national et, par conséquent, suscitent une isolation naturelle, malgré la nature *globale* d'Internet. La relative isolation du Web russe n'est pas nouvelle. La « russité » du RuNet serait une clé d'analyse : contrairement à la majeure partie du Web, de langue anglaise et dépendante d'applications et de services d'origine américaine, le RuNet est à bien des égards linguistiquement et culturellement hermétique, avec des moteurs de recherche performants et très populaires, des portails Web, des sites de réseaux sociaux (voir infra) et des services mail gratuits<sup>49</sup>.

L'accroissement de la présence numérique de l'État tend donc à *russifier* le RuNet mais aussi à l'associer plus étroitement à celui-ci. Outre les deux projets susmentionnés, par exemple, seuls les plateformes et les logiciels financés par le gouvernement sont utilisés dans le système éducatif. En conséquence, ils deviennent partie intégrante du processus de socialisation pour les nouvelles générations de *digital natives*, ces personnes ayant grandi dans un environnement numérique.

---

<sup>47</sup> Fin octobre 2009, l'ICANN (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers) a entériné l'utilisation de caractères ne faisant pas partie de l'alphabet latin pour les adresses Internet de premier niveau dès la mi-2010. Il est désormais possible de déposer des noms de domaine en arabe, chinois, coréen, cyrillique, hébreu et japonais.

<sup>48</sup> « Kremlin Allies' Expanding Control of Runet Provokes Only Limited Opposition », <[Open Source Center](#)>, février 2010.

<sup>49</sup> R. Deibert, J. Palfrey, R. Rohozinski, J. Zittrain (dir.), *Access Controlled: The Shaping of Power, Rights, and Rule in Cyberspace*, Cambridge, MIT Press, 2010, p. 19.

## Les voies de contrôle du Web

En plus de sa volonté de « russifier » le Net russe, le Kremlin déploie une série d'initiatives de nature sociale, juridique et commerciale qui visent à établir un contrôle à la fois plus ferme et plus sophistiqué sur le RuNet.

### État-blogueur

Comme la majorité des régimes autoritaires ou semi-autoritaires<sup>50</sup>, le Kremlin fait preuve de remarquables capacités d'adaptation aux réalités numériques. Les autorités russes ont su à la fois créer un environnement juridique favorable au contrôle des flux informationnels et cultiver une communauté dynamique de « gourous de l'Internet » qui travaillent plus ou moins directement pour le gouvernement. Cette communauté – non unifiée –, proche des milieux d'affaires, permet au Kremlin de surmonter son impuissance à contrôler les flux d'information dans la blogosphère<sup>51</sup>. Cette impuissance est le plus souvent positive : D. Medvedev étant populaire parmi les internautes, il s'agit d'une source supplémentaire de louanges pour l'exécutif. Quelquefois, néanmoins, les blogueurs révèlent des histoires embarrassantes pour le Kremlin que les nouveaux outils du Web 2.0 permettent d'amplifier. Les dirigeants aimeraient avoir une meilleure connaissance des sites pour empêcher ces récits de gagner en audience. Cartographier les connexions entre les différentes parties de la blogosphère et comprendre la manière dont elles s'influencent mutuellement est ainsi primordial. C'est d'autant plus capital que le gouvernement est tout à fait conscient que les opinions des internautes *actifs* sont plutôt représentatives des « croyances » et préoccupations de la classe moyenne russe<sup>52</sup>. Les étudier, puis les façonner, est crucial en vue du maintien de la classe dirigeante au pouvoir à l'approche de la campagne présidentielle de 2012.

---

<sup>50</sup> Voir S. Kalathil, T. Boas, *Open Networks, Closed Regimes: The Impact of the Internet on Authoritarian Rule*, Washington, CEIP, 2003. Si les auteurs n'analysent pas le cas de la Russie, ils montrent dès 2003, à travers les exemples de la Chine et des pays arabes, la capacité des gouvernements autoritaires de s'adapter aux défis posés par l'utilisation du Web dans un but politique.

<sup>51</sup> E. Morozov, *op. cit.* [17], p. 124-126. Citons Konstantin Rykov, député du parti Russie Unie, président du comité des nouvelles technologies à la Douma et patron de la startup New Media Stars, chargée de produire des commentaires flatteurs pour le régime ; Igor Ashmanov, l'un des consultants les plus influents sur les questions numériques (lire la retranscription de son interview à la radio <*Ekho Moskvyy*>), et qui dirige Ashmanov & Partners, sollicitée jusqu'au Vietnam ; et Askar Tuganbaev, créateur de <RuTube>.

<sup>52</sup> Entretien de l'auteur avec un blogueur russe, novembre 2010. À cet effet, le MCTI a lancé en 2009 un appel d'offres en vue d'étudier « les possibilités de promouvoir les intérêts des organes fédéraux de pouvoir par le biais des réseaux sociaux ».

Le pouvoir ne se limite pas à une stratégie « passive » de maîtrise des principales plates-formes et de connaissance des acteurs de la sphère numérique. Le développement des blogs et des réseaux sociaux a facilité la promotion par l'État de ses propres messages, en lui permettant d'intervenir dans des discussions en ligne (forums) et de les neutraliser avant qu'elles ne débouchent sur des actions hors ligne. Les exemples abondent. Ainsi, la Fondation pour l'efficacité politique, *think tank* proche du pouvoir fondé par le politologue Gleb Pavlovski, crée-t-elle de nouveaux projets de médias en ligne censés améliorer l'image du Kremlin auprès des jeunes générations. Le dernier projet en date, *Liberty.ru*, a été parrainé par Alexei Tchadaev, « idéologue » du parti Russie unie et organisateur de conférences sur le rôle d'Internet dans la société et la vie politique russes à l'« École des blogueurs du Kremlin »<sup>53</sup>. À ces projets s'ajoute l'existence de réseaux de blogueurs rémunérés par l'État, chargés de produire des messages complaisants à son égard. Le ministère de l'Intérieur, par exemple, propose aux blogueurs influents de présenter la police sous un angle positif<sup>54</sup>. À ce sujet, la réforme de la police, mesure-phare de D. Medvedev, a été lancée *sur* Internet à cause d'Internet<sup>55</sup>.

## Arsenal juridique

Développer l'accès au Web et encourager son utilisation permet au gouvernement de légiférer sur la régulation du RuNet en position de force. À plusieurs occasions, en particulier lors d'émeutes<sup>56</sup>, des personnalités politiques ont proposé d'établir un cadre légal qui permettrait de contrôler directement Internet<sup>57</sup>. En janvier 2007, la

---

<sup>53</sup> Exemples <ici> et <ici>. A. Tchadaev propose notamment que la « démocratie de l'Internet » soit « la prochaine étape vers l'évolution des institutions » et « un moyen de reformuler la question de la démocratie, [par exemple], en essayant de réfléchir aux dangers que posent la numérisation des communications ».

<sup>54</sup> Le récit sur <LiveJournal> de l'enquête d'un blogueur-militant sur la manière dont les réseaux de blogueurs rémunérés fonctionnent dans la blogosphère russe. Deux exemples, de <Radulova> et <ma79>, de commentaires élogieux à l'égard de la police.

<sup>55</sup> Une série de scandales impliquant la police a en effet été révélée sur le Web : l'affaire Dymovsky, un commandant de police critiquant la corruption dans la police dans une vidéo mise en ligne sur <YouTube> ; l'affaire Barkov, du nom du vice-président de Lukoil, qui a causé la mort d'une automobiliste sans être condamné par la justice. Aux réactions et initiatives de la blogosphère s'ajoutent les critiques de D. Medvedev, qui a limogé 16 hauts responsables de la police en février 2010. Le président a par la suite lancé un débat public sur la réforme de la police en publiant un [projet de loi](#) sur Internet.

<sup>56</sup> Comme celles qui ont vu s'affronter des supporters de football à Moscou en décembre 2010. Ces affrontements entre extrémistes nationalistes et Caucasiens ont d'ailleurs suscité un fort écho au sein de la blogosphère. Les autorités ont, elles, critiqué le rôle supposé du Web dans la préparation de ces événements.

<sup>57</sup> À l'instar de Serguei Mironov, président du Conseil de la Fédération et du parti Russie juste, qui a suggéré la création d'une « Assemblée des blogueurs », corps consultatif censé édicter de nouvelles règles de « tolérance » sur le Web.

Commission sur la politique de l'information du Conseil de la Fédération a discuté de la mise en place d'un environnement numérique « sécurisé » destiné à protéger les internautes de la hausse des activités illégales sur le Net<sup>58</sup>. Le gouvernement a bâti un arsenal législatif qui consolide son pouvoir répressif en ligne et traduit son ambition grandissante en matière de contrôle du Web. Premièrement, la doctrine de sécurité de l'information, publiée en 2000, stipule que l'espace informationnel est instrumentalisé par d'autres pays et des « éléments hostiles » à des fins de déstabilisation de la Russie. Contrôler l'espace informationnel est donc une question de sécurité nationale. Cette idée transparait d'ailleurs dans la doctrine militaire réactualisée en février 2010<sup>59</sup>. Deuxièmement, la Cour suprême a exonéré depuis 2010 les sites web des médias traditionnels de toute responsabilité sur les commentaires publiés sur leurs forums, tout en donnant à Roskomnadzor (le service fédéral chargé de faire appliquer la loi sur le Net, qui relève du MCTI) l'autorité de qualifier certains de ses commentaires d'« inappropriés ». Si un site reçoit un certain nombre de rappels à l'ordre parce que certains contenus n'ont pas été retirés, Roskomnadzor peut ainsi suspendre ses activités<sup>60</sup>. Le risque est que s'instaure un mécanisme pour la fermeture des sites « inappropriés », autrement dit que naisse une nouvelle méthode de contrôle des médias critiques. Troisièmement, le FSB (Service fédéral de Sécurité) a proposé nombre d'amendements à la loi « Information, informatique et vie privée »<sup>61</sup>. À l'activisme du FSB s'ajoute le dispositif SORM-II qui, depuis 1999, autorise les services spéciaux à surveiller le trafic Internet en restreignant notamment la marge de manœuvre des fournisseurs d'accès<sup>62</sup>. Outre une anticipation des prochaines échéances électorales, cet arsenal juridique tend à révéler les inquiétudes du gouvernement face à l'influence des nouveaux médias et réseaux sociaux.

## Offensive sur les firmes populaires du Web

L'achat d'actifs des principales startups du Web russe peut se lire à la fois comme un signe de l'importance accordée par le pouvoir au

---

E. Morozov, « Russia May Soon Create a "Bloggers' Chamber" », *Foreign Policy*, 30 septembre 2009.

<sup>58</sup> Le texte est disponible sur le site d'opposition <[Forum.msk.ru](http://Forum.msk.ru)>.

<sup>59</sup> Pour une analyse concise de l'approche de la doctrine militaire en matière d'information, lire G. Asmolov, « New Military Doctrine and Information Security », <[GlobalVoices](http://GlobalVoices.org)>, 23 février 2010.

<sup>60</sup> « Internet-SMI osvobodili ot obâzannosti moderirovat' forumy » [Les médias Internet libérés de l'obligation de modérer les forums], <[Lenta.ru](http://Lenta.ru)>, 15 juin 2010.

<sup>61</sup> À savoir : la conservation des données, la possibilité de fermer des sites dans les trois jours sur décision du cabinet du procureur et non pas sur décision judiciaire, ou encore la possibilité de désactiver un domaine sur la base d'une lettre d'arguments « motivés » émanant de la direction de certains départements spéciaux. Lire « FSB uporâdočit Internet » [Le FSB mettra de l'ordre sur Internet], <[Vedomosti](http://Vedomosti.ru)>, 25 juin 2010.

<sup>62</sup> R. Deibert, *et. al.*, *op. cit.* [49], p. 219.

potentiel politique d'Internet et d'une nationalisation progressive du RuNet. En effet, on observe depuis 2007-2008, une hausse exponentielle des investissements dans les firmes du Web russe par les oligarques proches du pouvoir. L'homme d'affaires Alisher Ousmanov<sup>63</sup>, réputé proche de D. Medvedev, contrôle à travers la holding SUP (dont il a acheté la moitié des parts en 2008 à Alexander Mamut) *LiveJournal*, la plate-forme de blogs la plus populaire en Russie – souvent utilisée pour exprimer des critiques à l'encontre du pouvoir<sup>64</sup> – et la société *Mail.ru Group* (anciennement *Digital Sky Technologies*). Sous l'impulsion de son dirigeant Youri Milner (élu homme d'affaires 2010 en Russie), *Mail.ru Group* a entrepris une offensive sur les principales réussites du Web social. En Russie, celle-ci possède certains des sites web les plus populaires : le portail Mail.ru et les réseaux sociaux V Kontakte.ru et Odnoklassniki.ru, respectivement proches de *Facebook.com* et *Classmates.com*. Selon Mail.ru, 70 % des pages vues sur le RuNet appartiennent aux sites web du groupe, qui possède d'autres sites dans les pays de l'espace post-soviétique.

En outre, il est à noter que Mail.ru Group mène depuis 2009 une politique d'achat d'actifs à l'étranger, comme en témoignent son entrée remarquée à hauteur d'environ 10 % dans le capital de Facebook, ses prises de participation dans l'éditeur de jeux sur réseaux sociaux Zynga et le site d'e-commerce Groupon, son rachat de la messagerie ICQ à l'américain AOL, ou encore son entrée réussie à la Bourse de Londres en novembre 2010<sup>65</sup>. Ces investissements diversifiés révèlent la confiance des entrepreneurs de la « nouvelle économie » russe, qui, avec l'appui du Kremlin, permet de diffuser une « vision russe » du Web<sup>66</sup>.

---

<sup>63</sup> Copropriétaire de Metalloinvest et directeur général de Gazprominvestholding (filiale d'investissements financiers de Gazprom), A. Usmanov a diversifié ses activités vers les médias : il possède la maison d'édition *Kommersant* et la moitié du capital de SUP, fonds d'investissement dédié aux nouveaux médias (qui détient notamment *LiveJournal* et *Gazeta.ru*). Il est par ailleurs copropriétaire de l'opérateur télécom MegaFon. A. Usmanov est, selon le magazine *Forbes*, l'un des hommes les plus riches de Russie et serait proche de V. Poutine.

<sup>64</sup> Voir H. McLeod, « Examining Political Group Membership on LiveJournal », *Digital Icons*, vol. 1, n° 1, 2009, p. 19-21.

<sup>65</sup> Notons qu'A. Ousmanov a fait nommer Yu. Milner à la Commission présidentielle pour la modernisation de l'économie en 2009, où celui-ci siège avec A. Tchoubaïs et V. Evtouchchenkov.

<sup>66</sup> Entretien de l'auteur avec un expert européen, janvier 2011.

## **La Russie, laboratoire du contrôle d'Internet ?**

Dans son ouvrage *Power and Powerlessness*, le sociologue John Gaventa définit trois dimensions du pouvoir<sup>67</sup>. La première met en scène un acteur « A » qui utilise son pouvoir pour influencer et vaincre l'acteur « B ». La deuxième est la mise en place d'obstacles par « A » contre la participation de « B » par le contrôle de l'agenda. La troisième consiste à influencer ou à façonner la conscience de « B » par un contrôle de la socialisation et de l'information. Le contrôle du Web tel qu'il est pratiqué en Russie s'apparente à cette troisième approche : il consiste à développer un environnement numérique qui favorise la passivité et amoindrit la motivation des citoyens à aller *au-delà* des contenus affiliés à l'État et à l'espace russophone.

Ainsi se mettrait en place en Russie une « troisième voie » en matière de contrôle du Web, qui irait bien au-delà de la censure et de la propagande directe<sup>68</sup>. Certains auteurs estiment que les prochaines générations de contrôle du Web émergent dans le RuNet : « [où] les stratégies de contrôle sont relativement subtiles et sophistiquées, et sont conçues pour façonner et affecter la façon dont l'information est reçue par les internautes »<sup>69</sup>. Le professeur canadien Ronald Deibert et l'expert en sécurité de l'information Rafal Rohozinski définissent trois générations de contrôle de l'espace numérique. La première génération se focalise sur le déni d'accès et la censure de contenus spécifiques, quasiment pas utilisés en Russie. La seconde génération correspond à la création d'un environnement juridique et de capacités techniques qui permettent de refuser l'accès à des informations. Dans la troisième génération de contrôle, il s'agit de passer d'une politique *réactive* à une politique *proactive* : « il s'agit moins de refuser l'accès que de rivaliser avec des menaces potentielles au moyen de campagnes de contre-information efficaces qui discréditent ou démoralisent les opposants »<sup>70</sup>.

La spécificité de la politique numérique russe est encore plus instructive si on la compare à l'approche chinoise du Net. Au niveau des similitudes, Russie et Chine adoptent une approche stato-centrée d'Internet : il s'agit d'utiliser le Web pour préserver la légitimité du système politique et du régime en place. Les deux pays adoptent également une démarche utilitaire d'Internet, perçu comme un moyen *pour* une fin. Plutôt que de placer Internet dans le prolongement de la

---

<sup>67</sup> J. Gaventa, *Power and Powerlessness: Quiescence and Rebellion in an Appalachian Valley*, Champaign, University of Illinois Press, 1982.

<sup>68</sup> M. Alexander, « The Internet and Democratization: the Development of Russian Internet Policy », *Demokratizatsiya*, vol. 12, n° 4, 2004, p. 620.

<sup>69</sup> R. Deibert, *et. al.*, *op. cit.* [49], p. 16.

<sup>70</sup> *Idem.*

liberté individuelle et du rôle du marché, comme tendent à le faire les Occidentaux, Pékin insiste sur l'importance des nouvelles technologies pour la croissance de l'économie chinoise et l'amélioration du niveau de vie de sa population<sup>71</sup>. La priorité des dirigeants russes et chinois est orientée vers la préservation de la légitimité de leur régime au moyen d'une croissance économique soutenue et d'une stabilité politique et sociale<sup>72</sup>. L'approche des deux pays vis-à-vis du Web est donc indissociable de cette volonté de légitimité politique. Les autorités chinoises ont d'ailleurs publié un Livre Blanc sur la politique d'Internet en juin 2010, où la *souveraineté* du Web chinois est clairement exprimée<sup>73</sup>.

Quant aux divergences, elles sont avant tout d'ordre structurel : tant le nombre d'internautes (environ 420 millions) que la part des TIC dans le PIB chinois (10 %) biaise tout parallèle avec la Russie (1,4 % en 2007). Néanmoins, le « modèle chinois » se singularise par un recours à un système de censure sophistiqué (la « Grande muraille pare-feu »), bloquant l'accès aux principaux sites de réseaux sociaux occidentaux et censurant Google. Ce système de contrôle s'organise en trois cercles : la police d'Internet ; les opérateurs privés des sites et forums ; l'autocensure des internautes, des modérateurs et des hébergeurs, encouragée par un discours officiel prônant un retour à la morale confucéenne<sup>74</sup>. En somme, le « modèle » de régulation de l'Internet chinois partage avec la Russie des éléments de capitalisme et d'autoritarisme – ce dernier moins prégnant dans le cas russe –, en y intégrant des éléments culturels spécifiques.

---

<sup>71</sup> M. Jiang, « Authoritarian Informationalism: China's Approach to Internet Sovereignty », *SAIS Review of International Affairs*, vol. 30, n° 2, 2010.

<sup>72</sup> Dans son discours à Davos en janvier 2011 [30], D. Medvedev insiste sur le lien entre connectivité et croissance économique.

<sup>73</sup> Information Office of the State Council of the People's Republic of China, *The Internet in China*, juin 2010.

<sup>74</sup> « China and the Internet: An Uphill Fight for Freedom », *Harvard International Review*, vol. 31, n° 2, 2009.

## Conclusion

---

L'activité croissante du gouvernement russe sur le Web vise à *recréer l'État* sur la Toile. La stratégie de l'exécutif est motivée par un souci de préserver la « souveraineté » du RuNet. Ce concept est d'actualité, un nombre croissant de pays ne dissimulant plus leur malaise quant à la part croissante des firmes occidentales – essentiellement américaines – dans les nouvelles technologies sur leur marché. Outre la Russie, des pays comme la Chine, l'Iran ou la Turquie tentent d'articuler leur propre vision d'un « Web souverain »<sup>75</sup>, distancié en particulier de *Google*. Certains observateurs laissent entendre que le RuNet est un modèle de développement pour d'autres « Web nationaux ». Il s'agit de savoir si l'on se dirige vers une fragmentation de l'Internet globalisé tel que l'on connaît et vers l'émergence de multiples « Internets souverains ».

Dans l'optique du Kremlin, la « démocratie directe *via* Internet » est une stratégie gagnant-gagnant. Sur le plan interne, l'utilisation du Web rend les dirigeants plus accessibles à la population et lui donne l'impression de prendre part au processus démocratique. Sur le plan international, l'utilisation des outils numériques contribue à projeter de la Russie une image progressive, moderne et tournée vers l'Occident. L'objectif est double : faire oublier le potentiel de nuisance de la Russie sur le Net (les cyberattaques contre l'Estonie et la Géorgie sont encore vivaces) et capitaliser sur son *soft power* tout en contrant les initiatives de l'administration Obama en matière d'*Internet freedom*<sup>76</sup>.

On assiste progressivement à une montée en puissance numérique de la Russie et de la Chine. Outre l'évolution du contrôle du Web par le pouvoir russe, il est impératif de s'intéresser aux relations public-privé : les acteurs russes du Net, soutenus par le Kremlin, mènent une stratégie offensive sur le marché mondial des nouvelles technologies. L'évolution de cette tendance permettra certainement de polir la *marque Russie* naissante et de définir la crédibilité d'une *puissance numérique russe*.

---

<sup>75</sup> I. Bremmer, « Democracy in Cyberspace », *Foreign Affairs*, vol. 89, n° 6, novembre-décembre 2010.

<sup>76</sup> Sur les défis posés par l'intégration des outils numériques dans la diplomatie américaine, voir J. Nocetti, « La diplomatie d'Obama à l'épreuve du Web 2.0 », *Politique étrangère*, n° 1, 2011, p.157-169.